

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement  
et du logement d'Occitanie  
ZI la Bouriette - 320 Chemin de Maquens  
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 16/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SILOS ARTERRIS - LOUDES**

ARTERRIS  
Loudes  
11400 Castelnaudary

Références : 2026-084  
Code AIOT : 0006600079

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement SILOS ARTERRIS - LOUDES implanté Loudes Cedex 11400 Castelnaudary. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan d'action de l'inspection des ICPE.  
La thématique principale retenue par l'inspection porte sur l'ATEX.  
La visite d'inspection s'est limitée à parcourir les installations GSV1, GSV2 et GSV3.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SILOS ARTERRIS - LOUDES
- Loudes Cedex 11400 Castelnaudary
- Code AIOT : 0006600079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe Coopératif ARTERRIS exploite sur le site de Loudes à Castelnaudary, un complexe céréalier comprenant une diversité d'activités dont :

- Stockage de céréales
- Fabrication et stockage de semences
- Séchoirs à céréales
- Séchoirs à semences
- Fabrication d'aliment pour bétail
- Stockage d'engrais, dont des ammonitrates
- Stockage de produits de traitement

#### Thèmes de l'inspection :

- ATEX

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Silos – GSV	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Silos – GSV	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Silos – GSV	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
8	Silos – GSV	Arrêté Préfectoral du 12/02/2015, article 7.3.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Silos – GSV	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
5	Silos – GSV	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
6	Silos – GSV	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
7	Silos – GSV	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 66 A	
9	Silos – séchoirs	Arrêté Préfectoral du 12/02/2015, article 8.4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, l'inspection note une dégradation, au regard des visites précédentes, dans le suivi des installations et le soin porté aux interventions de maintenance (reddler endommager/non étanche, boîtiers/boîtes de dérivation électriques non étanches, présence de boulons et d'écrous laissés sur place après intervention ...) et la présence de poussières sur les équipements et les parois.

Dans des zones classées hors ATEX (zone de galerie sous cellules GSV1, zone haut de cellules combles GSV3), l'inspection a relevé des manquements importants de nettoyage sur les équipements et les parois (visuellement, l'épaisseur de poussière est très supérieure au 5 mm maximum requis) rendant incompatible le classement hors zone ATEX retenu au droit de cette zone par l'exploitant.

Pour rappel et pour compléter l'information de l'exploitant, l'action nationale ATEX de l'inspection vise à constater en outre que toutes les mesures sont prises pour une maîtrise optimum du risque accidentel - explosif. L'ATEX fait parti des premiers éléments de maîtrise du risque en identifiant les zones sources susceptibles d'être concernées par une atmosphère explosible. A ce titre, le document DRCPE (analyse préliminaire des risque, zonage ATEX, identification de zones ATEX, marquages ATEX, adéquation équipements et zone ATEX, permis de feu, formation - compétence ...) fait donc parti des documents qui sont légitimement demandés et observés pendant l'inspection. Les zones à risques d'explosion sont ensuite étendues à l'ensemble des zones à risques (incendie, explosion, toxiques...) identifiées dans l'étude de dangers du site ainsi que celles identifiées à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29/03/04 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables et être en conformité avec les caractéristiques définies à l'article 9 dudit arrêté.

Dans ce cadre, la situation de l'empoussièrement progressif des parois et plafonds difficilement atteignables doit donc être prise en compte, soit par une périodicité de nettoyage plus rapprochée, soit par une évolution du zonage ATEX de l'exploitant.

Toutefois, l'inspection relève que l'exploitant a immédiatement mis en place des actions, pendant et juste après la visite, sur la partie empoussièrement. Dans ce contexte, et compte tenu également de la conformité du matériel électrique (étanche aux poussières) ainsi que des aménagements mis en place par l'exploitant pour limiter les effets d'une éventuelle explosion (parois soufflables ...), l'inspection considère que la situation mérite un suivi particulier par l'exploitant mais qu'il ne semble plus utile, à ce stade, de proposer un encadrement de cette dernière par une mise en demeure.

Par ailleurs, plusieurs essais d'asservissement ont été réalisés (déport de bande) avec un résultat concluant.

Enfin, l'inspection rappelle que son action de vérification/contrôle se fait par échantillonnage et n'a pas pour vocation d'être exhaustive. Les points relevés doivent donc s'accompagner de la part de l'exploitant d'une vérification exhaustive des points mis en évidences.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Silos – GSV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une étude de dangers Version C4 en date du 10/04/2014. - Ce document ne retient pas comme zone à risque d'explosion les galeries inférieures des groupes GSV1, GSV2 et GSV3 au motif mentionné suivant "Milieu confiné mais où il n'y a pas d'importante émission de poussières en fonctionnement normal (concentration de poussières inférieure à la CIE)". --> La visite du site a démontré que cette disposition n'est pas respectée en raison d'une dégradation du capotage du reddler GSV1 sur quasiment toute sa longueur et occasionnant la présence, par endroits, de couches de poussières dans la galerie GSV1. A noter que les installations étaient actives le jour de la visite.  - Ce document ne retient pas comme zone à risque d'explosion les cellules ouvertes du groupe GSV3 au motif mentionné suivant "Milieu non confiné où, localement et très ponctuellement, il peut y avoir de la poussière en suspension au point de chute du grain". --> La visite du site a démontré que cette disposition n'est pas respectée en raison de la présence importante de poussières sur des moteurs électrique, sur le capotage d'un reddler GSV1 et sur la paroi intérieure du pignon. A noter que la toiture constitue une zone partiellement confinée pouvant contenir un nuage de poussières qui viendrait à être formé.  - Ce document ne retient pas comme zone à risque d'explosion la tour de manutention du groupe GSV2.

--> La visite du site a permis de constater la présence de poussières agglutinées sur le plafond de la tour de manutention et dont l'épaisseur est supérieure à 5 mm.

L'inspection note cependant que les zones visitées ci-dessus ont fait l'objet d'une attention particulière dans l'EDD de l'exploitant (via une expertise INERIS) et, des aménagements spécifiques ont été réalisés afin de prendre en compte les risques liés à une éventuelle explosion.

L'inspection rappelle également qu'au regard des règles de classement des zones ATEX retenues dans la norme NF EN 60079-10-2 de mai 2015 [Si des couches de poussières, accumulées en dehors de la Zone originale 21, sont observées, il peut alors être nécessaire d'étendre la Zone 21 (qui peut éventuellement devenir une Zone 22) en prenant en compte l'extension de la couche et les perturbations éventuelles pouvant entraîner la formation d'un nuage de poussières ; si des couches de poussières s'accumulent, un autre classement peut être requis prenant en compte l'extension de la couche et toutes les perturbations de celle-ci provoquant un nuage ainsi que le niveau d'entretien (voir Annexe B). Les mouvements d'air éventuels au cours du déversement des sacs peuvent occasionnellement transporter le nuage de poussières au-delà de la Zone 21 dans des conditions de fonctionnement anormal, une Zone 22 peut alors être nécessaire, conformément à 6.2.4.].

**--> La situation relevée le jour de la visite devrait conduire l'exploitant à classer ces zones (galerie sous cellule, haut des cellules combles) en zones ATEX, a minima Zone 22.**

L'exploitant dispose d'une procédure interne FIT 4 328 qui doit lui permettre de garantir des niveaux de poussières (fines  $\varnothing < 0,5$  mm) inférieurs à 5 mm dans l'intégralité du site et d'en maîtriser ainsi le risque d'explosion.

--> Au regard de la situation constatée dans la galerie sous cellule GSV1, sur galerie du GSV3 et dans la tour de manutention GSV2, la disposition n'est pas respectée.

Par ailleurs et à la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan d'identification des zones à risques : DRCPE V3. La version V3 n'est pas datée, ce qui rend difficile son positionnement dans le temps.

L'inspection note l'action d'actualisation de son DRCPE - ATEX en 2015-2016 avec le concours du bureau Véritas pour les sites de Belpech et d'Alzonne. En effet, cette action 2015-2016 intègre des référentiels normatifs et des mises à jour réglementaires ainsi que des zonages Z20, Z21 et Z22 qui n'avaient pas été initialement retenus ou spécifiés par l'exploitant dans ses versions antérieures. Il s'en suit que les deux DRCPE 2016 des sites de Belpech et d'Alzonne peuvent être considérés comme support de référence à l'établissement des DRCPE des autres sites du groupe ARTERRIS et l'identification des zones ATEX.

--> Par conséquent et par cohérence avec l'action d'identification DRCPE - ATEX réalisée en 2015-2016, l'inspection propose à l'exploitant de faire évoluer le DRCPE - ATEX du site de Loudes sur la

base des deux DRCPE réalisés par le bureau Véritas en 2016 des sites de Belpech et d'Alzonne. A l'issue de cette évolution, il pourra être utile d'en informer l'inspection du travail.

De ces constats, il s'ensuit que :

- Le zonage ATEX présenté par l'exploitant n'est pas cohérent avec la situation dégradée observée au cours de la visite d'inspection.
- Le zonage ATEX présenté par l'exploitant demande à être harmonisé avec l'actualisation réalisée en 2025-2026 sur ses sites de Belpech et d'Alzonne.

L'inspection relève que, à date de rédaction du présent rapport, l'exploitant s'est montré réactif en mettant en œuvre des actions afin de rétablir la conformité de la situation relevée :

- mail du 23/02/2026 sur l'action de remise en état des transporteurs à chaînes TR1A et TR2A sous GSV2 et GSV1
- mail du 26/02/2026 sur la remise en état des transporteurs à chaînes TR1A et TR2A sous GSV2 et GSV1
- mail du 26/02/2026 sur l'action de nettoyage

Par ailleurs, l'inspection prend acte du positionnement de l'exploitant qui va dans le sens d'une bonne maîtrise des risques, à savoir la présence sur le site de matériel ATEX (à défaut pour le matériel électrique existant disposer d'un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes), et posséder une température de surface au plus égale au 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

→ Au regard des constats et des actions correctives qui ont suivies, l'inspection considère que :

- la situation des installations, notamment au niveau empoussièrement, a été rectifié au regard des actions réalisées par l'exploitant immédiatement pendant et après la visite du site,
- la présence de matériel conforme ATEX ainsi que les aménagements en place pour limiter les effets d'une éventuelle explosion (parois soufflables ...) vont dans le bon sens.

Toutefois, l'inspection relève que la situation de l'empoussièrement progressif des parois et plafonds difficilement atteignables doit être prise en compte, soit par une périodicité de nettoyage plus rapprochée, soit par une évolution du zonage ATEX de l'exploitant.

Les délais retenus dans les actions décrites ci-dessous tiennent compte de ces éléments.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Mise à jour documentaire :**

Une mise à jour documentaire du DRCPE - ATEX du site de Loudes est nécessaire pour mettre en cohérence ce document avec les deux DRCPE réalisés par le bureau Véritas en 2016 sur les sites de Belpech et d'Alzonne : sous 6 mois.

Au vu de l'empoussièrement constaté le jour de la visite, l'exploitant doit mettre en cohérence son zonage ATEX avec la situation relevée le jour de la visite. A défaut, l'exploitant doit apporter de nouvelles garanties sur la pérennité de l'absence d'accumulation de poussières dans les zones relevées : sous 1 mois.

**Plan et zonage ATEX :**

Le plan des zones à risques (ATEX, explosion, incendie, toxique ...) est à mettre à jour et à dater en y intégrant les zones à risques d'explosion ayant fait l'objet d'un aménagement spécifique décrit dans l'EDD du site : ce plan doit être exploitable en cas de sinistre ainsi que pour des travaux d'entretien et/ou maintenance : sous 1 mois.

**Situation silo comble GSV3 et plafond tour de manutention :**

L'exploitant est invité à réaliser, sous 1 mois, le nettoyage de la paroi verticale intérieur du pignon du silos comble GSV3 ainsi que le nettoyage du plafond de la tour de manutention GSV2. Le cas échéant, la mise à jour des zonage ATEX du site doit intervenir sous 1 mois au plus tard avec communication de cette évolution auprès des services en charge de la protection des travailleurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Silos – GSV**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Plan des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- [...] ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- [...]

**Constats :**

Voir le point 1 du présent rapport.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Voir le point 1 du présent rapport.

L'exploitant est invité à présenter des plan de zones à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois



**N° 3 : Silos – GSV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Cohérence du plan des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
<b>Constats :</b>  Voir le point 1 du présent rapport.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Voir le point 1 du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 4 : Silos – GSV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2). La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  Les équipements identifiés ATEX par l'exploitant sont bien identifiés sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Silos – GSV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  Les parties du site visitées ne sont pas concernées par cette prescription.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Voir le point 1 du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Silos – GSV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  L'inspection a procédé par échantillonnage à un contrôle de conformité des moteurs électriques équipant la manutention du grain : aucune non conformité n'a été relevé sur l'échantillonnage contrôlé.  Ce constat est cohérent avec le positionnement affiché par l'exploitant, à savoir : "Présence sur le site de matériel ATEX (à défaut pour le matériel électrique existant disposer d'un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes), et posséder une température de surface au plus égale au 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C."
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Voir le point 1 du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Silos – GSV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b>  L'exploitant questionné sur la situation de la conformité de ses installations électriques confirme l'absence d'observation particulière relevée dans les rapports de vérification réalisés annuellement par le bureau de contrôle DEKRA. L'inspection relève cependant au cours de la visite du site, des manquements de surveillance et d'entretien qui ne sont pas relevés par le bureau de contrôle. Sont notamment constaté les points suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- plusieurs boîtes de dérivation endommagées et plusieurs presse étoupe non fonctionnel,</li><li>- un ancien boîtier électrique fait réceptacle de poussière.</li></ul> L'inspection relève, au moment de rédiger le présent rapport, les actions menées par l'exploitant de façon réactive afin de rétablir la conformité de la situation : <ul style="list-style-type: none"><li>- mails du 23/02/2026 et 06/02/2026 : remise en état des étanchéité sur les équipements électriques.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Silos – GSV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2015, article 7.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les dispositions techniques et organisationnelles à respecter par l'exploitant sont définies à la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
<b>Constats :</b>  Le bilan de formation du Technicien - Agent de maîtrise - Chef FE d'atelier n'était pas disponible le jour de la visite.

<p>Par mail du 26/02/2026, l'exploitant à fait parvenir le bilan de formation. On peut y relever l'information suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation risque silo / permis feu réalisé le 16/11/2022</li> <li>- Habitation valable du 16/11/2022 au 16/11/2032</li> </ul> <p>Tour de manutention GSV2 : La cloison de séparation avec la partie cellules de stockage n'est pas étanche. Présence d'une ouverture dans la paroi (certainement un ancien passage de conduit).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les conclusions du point 1 du présent rapport sont complétées par la demande suivante :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de renforcer, sous 15 jours, l'isolation de la paroi de séparation entre la tour de manutention et les cellules de stockage du groupe GSV2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 9 : Silos – séchoirs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2015, article 8.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alimentation gaz – conduite</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz fait l'objet d'un suivi rigoureux conformément au cahier des charges. Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz doit faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification de la protection cathodique de la conduite d'alimentation en gaz en date du 29 mai 2024. Aucunes observation particulière n'est relevée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>